

Zeitschrift: Nachrichten / Vereinigung Schweizerischer Bibliothekare,
Schweizerische Vereinigung für Dokumentation = Nouvelles /
Association des Bibliothécaires Suisses, Association Suisse de
Documentation

Herausgeber: Vereinigung Schweizerischer Bibliothekare; Schweizerische
Vereinigung für Dokumentation

Band: 47 (1971)

Heft: 6

Rubrik: Bibliothekschronik = Chronique des bibliothèques

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bibliothekschronik - Chronique des bibliothèques

Schweiz

LA CHAUX-DE-FONDS: *Rapport du comité de la Bibliothèque. Exercice 1970-1971.* Pour la première fois depuis sa fondation, en 1897, l'Association des bibliothécaires suisses a tenu son assemblée générale à La Chaux-de-Fonds. Pour notre part, que retenir de cette réunion?

1. La nouvelle Bibliothèque des Jeunes de Président-Wilson 32a fait l'admiration de nos collègues, y compris ceux qui connaissaient les bibliothèques nordiques. Nous sommes heureux d'avoir réussi, pour une somme finalement modeste, un aménagement qui plaise.
2. L'automation des bibliothèques est loin d'être un problème résolu, à quelque niveau que l'on se place. Nous en avons tiré la conclusion que nos projets d'extension et de réorganisation de notre Bibliothèque sur les bases «traditionnelles» sont les seuls possibles aujourd'hui pour une institution comme la nôtre.

Nous ne saurions assez répéter l'importance que nous attachons aux contacts entre l'école et la bibliothèque, à tous les niveaux. Aujourd'hui que les écoles ont dû se différencier en deux degrés, se scinder en trois centres (peut-être-d'avantage), la place nous est enfin accordée pour que nous puissions organiser l'instrument de formation et d'information indispensable à toute la population qu'est une bibliothèque moderne. Mais cet instrument futur, que nous modèlerons en l'espace de quatre ou cinq ans, devra être utilisé au maximum. Ouverte à toute heure du jour et de la soirée, aux mains d'un personnel conscient de ses responsabilités pédagogiques, notre Bibliothèque devra pouvoir accueillir, en des locaux modernes et spacieux, aussi bien le chercheur spécialiste que le grand public, aussi bien le jeune étudiant que l'adulte en voie de recyclage.

L'école, comme l'Université populaire, sentent bien que la traditionnelle «salle de cours» correspond à un enseignement «distribué» qui fera bientôt date. Nous voudrions pour notre part que ce magnifique «laboratoire» que constitue une bibliothèque soit au service de tous, mais de la jeunesse d'abord.

Nous l'avons déjà réussi, croyons-nous, pour les bibliothèques de jeunes. Mais rien ne servirait de bien préparer les lecteurs jusqu'à 14 ans s'ils ne trouvaient ensuite, et durant toute leur vie, des bibliothèques répondant à leurs besoins. C'est dans la perspective de rester, malgré les divisions administratives de l'école et ses essaimage successifs, un véritable «centre» pédagogique et culturel, par lequel toute formation, première ou complémentaire — permanente en un mot — devra obligatoirement passer, que nous demanderons les crédits nécessaires à la poursuite de notre modernisation.

<i>Fréquentation</i>	Salle de lecture, fréquentation par demi-journées	11 020	(11 511)
	Nouveaux abonnés à la Bibliothèque de la ville	829	(836)
	Nouveaux abonnés aux bibliothèques des jeunes	1 135	(605)
<i>Volumes prêtés</i>	A domicile, Bibliothèque de la ville	73 643	(70 927)
	A domicile, Bibl. des jeunes, Jardinière 23	54 017	(55 683)
	A domicile, Bibl. des jeunes Prés.-Wilson 32	3 993	(—)
	A la salle de lecture (sans les usuels)	1 223	(1 124)
	Total des livres prêtés	132 876	(127 734)

<i>Accroissement</i>	Volumes	7 349*	(3 653)
	Brochures	181	(236)
	Thèses	28	(26)
	Rapports	359	(393)
	Manuscrits	5	(16)
	Gravures et cartes	36	(10)
	Enregistrements sonores	3	(7)
	Total	7 961	(4 341)
Dont:	Achats	6 732*	(3 204)
	Dons	1 229	(1 137)

* Y compris Président-Wilson 32.

Catalogues et bibliographies

Nous continuons la publication de la *Bibliographie des Montagnes neuchâtelaises*. Celle de 1968 a paru l'automne dernier et celle de 1969 va sortir de presse à la veille des vacances d'été. L'expérience nous permet de réduire peu à peu le volume des notices, sans rien enlever de la valeur et de la précision à cet instrument d'information très poussée en matière de vie locale.

Grâce au concours de Mme Anne Huguenin (travail de diplôme), le catalogue de la bibliothèque Humbert a été enfin entrepris.

Un quart environ de cette magnifique collection devient ainsi accessible, essentiellement pour la consultation sur place; il s'agit des lettres françaises des XIXe et XXe siècles.

Nous avons établi une bibliographie complète de Pierre Jaquet-Droz, qui fait partie des publications éditées pour le 250e anniversaire de sa naissance.

Les documents politiques chaux-de-fonniers (brochures, tracts, bulletins de vote, caricatures, affiches, etc.) ont été recensés et catalogués par M. Pierre Jeaneret, pour la période de 1900 à nos jours.

L'apport des bibliothèques privées nouvellement cataloguées (Privat, Humbert, Ritter) ajouté à celui des musées récemment réorganisés (histoire et horlogerie) nous permettent un inventaire de plus en plus vaste des imprimés et des manuscrits conservés en notre ville.

Centre de documentation et d'étude sur la langue internationale (CDELI)

Depuis 1961, M. Claude Gacond récolte systématiquement dans un but scientifique les archives concernant l'espéranto et l'interlinguistique qui sont menacées de disparition. Il a cherché hospitalité pour son importante documentation auprès de notre Bibliothèque.

Grâce à l'appui actif de sociétés et de donateurs, il a pu être créé un Centre de documentation et d'étude sur la langue internationale (CDELI). Son but est de permettre une collaboration entre les mouvements les plus divers dans le domaine précis de la conservation des documents et des archives concernant la langue internationale en général (espéranto et autres tendances). Les statuts de ce centre, rati-

fiés le 2 octobre 1967, rendent notre Bibliothèque propriétaire de la documentation du CDELI.

Actuellement, la documentation du CDELI comprend plusieurs milliers de pièces: livres, brochures, revues, manuscrits, photos, documents sonores, archives diverses, etc.

Exposition de Noël à la Bibliothèque nationale, Berne

Equipée d'un système traditionnel ou demain ultra-moderne, la Bibliothèque nationale suisse connaît et connaîtra toujours une activité polarisée par la gestion du livre d'une part, et les besoins du lecteur d'autre part. Mais l'existence du Département des manuscrits, des estampes et des collections spéciales, en l'enrichissant d'une dimension muséographique, lui permet d'établir avec le lecteur un mode de relation originale. Grâce aux expositions, elle offre à son public non seulement des trésors mais surtout des thèses de réflexion et de contemplation. Cette année, l'exposition de Noël traite quatre thèmes. Deux relèvent de la littérature et deux, des arts visuels.

1. «*Albert Bitzius*» *Jeremias Gotthelf: Editions complètes et éditions illustrées*. Cette exposition réjouira l'homme de lettres et le bibliophile. Les diverses éditions complètes sont présentées de manière chronologique et critique. La difficile aventure, commencée en 1911 chez Eugen Rentsch, est évoquée par une série de manuscrits tirés des archives C.-A. Loosli. On assiste aux soucis des premiers éditeurs, à la mystification de Loosli, à l'arrivée de deux nouveaux gotthelfiens qui s'appellent K. Guggisberg et W. Jucker. En bref, c'est un excellent chapitre d'histoire littéraire. Un éventail d'ouvrages illustrés approfondissent nos connaissances bibliophiliques et posent le problème des réactions de l'artiste en face d'une œuvre du patriarche de Lützelflüh. Les aquatintes tourmentées d'un Walter Jonas contrastent avec le calme et l'unité des gravures d'Emil Zbinden.

2. *Etapas du voyage en Suisse de Montaigne*. En 1580, malade et fatigué de sa «librairie», Montaigne décide d'aller en Italie pour se guérir et pour se distraire. Du 29 septembre au 8 octobre, son itinéraire passe par la Suisse. A Baden, il demeure quatre jours pleins, le temps de prendre un bain, de boire bon nombre de verres d'eau et d'admirer aussi le confortable des bains particuliers. Un ingénieux montage cartographique et iconographique illustre le texte et ressuscite le milieu historique. Le lecteur prendra plaisir à ce tourisme littéraire. Il goûtera l'actualité des réflexions et des observations de Montaigne sur notre pays. Il approuvera malicieusement ces deux petites remarques: «Les femmes fourbissent la vaisselle mieux qu'en nos hostelleries de France» ou bien encore «L'exaction des paiements est un peu tyrannique». Ces citations, extraites du *Journal de voyage en Italie par la Suisse et l'Allemagne* ne font-elles pas croire à une pérennité helyétique?

3. *Photographes suisses*. Seize vitrines racontent l'évolution de la photographie en Suisse. Le temps des pionniers est représenté par Jean-Baptiste Isenring et surtout par un document de grande valeur: le portrait du général Dufour en daguerréotypie. Une sélection de photos d'avant 1900 montrent les transformations du paysage suisse depuis moins de trois générations. L'image du premier bateau à vapeur sur le Lac Léman provoque peut-être l'intérêt mais fait voir le visage définitivement perdu de la Genève d'autrefois. Puis se succèdent des albums qu'ont

illustrés les meilleurs photographes de notre pays: Boissonas, Senn, Schuh, Bischof et Schulthess. Les réalisations expérimentales de Groebli et de Jenny préfigurent les futurs chemins de la photographie.

4. *Histoire de l'affiche. I. Débuts et premiers chefs d'œuvres (1890—1918).* L'affiche suscite actuellement de nombreuses expositions en Europe. La plus importante des manifestations consacrées à ce sujet en 1971 reste probablement la grande rétrospective présentée cet automne à Munich. L'affiche, par son message publicitaire, participe à notre société de consommation. Elle relève aussi de la création artistique, particulièrement au début de son histoire. D'aucuns refusent la beauté du phénomène et parlent d'une compromission de l'art mais d'autres écoutent Blaise Cendrars et croient qu'avec l'affiche le spectacle soit descendu dans la rue. En consacrant une exposition à l'affiche suisse, la Bibliothèque nationale entend aussi souligner l'extraordinaire richesse de son iconothèque. Les premières œuvres, signées Hodler, Amiet, Morax et Giacometti, restent encore trop picturales. Mais pendant la première guerre mondiale, l'affiche helvétique connaît un véritable sommet artistique. Des chefs d'œuvres naissent qui animent maintenant la salle des pas perdus. Et le visiteur admirera le talent d'un Baumberger et les réussites d'un Mangold, lequel fait songer à Degas. Martin Nicoulin

FRAUENFELD: *Kantonsbibliothek.* Infolge Erreichung der Altersgrenze hat Dr. Egon Isler seinen Rücktritt als Kantonsbibliothekar erklärt. Der im Jahre 1906 geborene Demissionär stand der Bibliothek seit 1. Mai 1933 als sachkundiger Leiter vor. Er hat sie während seiner mehr als 38jährigen Tätigkeit in allen Richtungen ausgebaut, sie namentlich an wissenschaftlichen Werken stark bereichert und sie zu einer vielbenützten Institution gestaltet. Für die der Öffentlichkeit geleisteten Dienste wird dem scheidenden Beamten der beste Dank ausgesprochen.

Als Nachfolger mit Amtsantritt am 1. Februar 1972, wählte die Regierung: Dr. phil. Walter Schmid, geboren 1928, zur Zeit Adjunkt der Stadtbibliothek Winterthur. Der Gewählte hat die Kantonsschule Winterthur durchlaufen. Nach Studien an den Universitäten von Zürich, Pavia und Bern bestand er die Doktorprüfung an der Philosophischen Fakultät I der Universität Zürich. 1956 trat er in den Dienst der Schweizerischen Landesbibliothek, wo er das Bibliothekarendiplom erwarb. Während acht Jahren versah er die Stelle des Zentralsekretärs der Schweizerischen Zentralstelle gegen den Alkoholismus in Lausanne. Seit 1966 ist er in Winterthur tätig. Er gehört der Aufsichtskommission der kantonalen Lehrerbildungsanstalt an.

ZÜRICH: *Zentralbibliothek. Nachlaß Albert Schweitzer.* Aus dem Nachlaß des Friedensnobelpreisträgers und Arztes Albert Schweitzer wurden der Zentralbibliothek Zürich kürzlich 22 Dossiers von Frau Rhena Schweitzer übergeben. Diese Teile des Nachlasses bestehen im wesentlichen aus handschriftlichen und maschinengeschriebenen Skizzen und Entwürfen aus der Zeit von 1904 bis zu Beginn der sechziger Jahre. Die Manuskripte umfassen alle größeren wissenschaftlichen Arbeitsbereiche Schweitzers: die religions- und kulturphilosophischen Schriften, Arbeiten über Bach und die Orgelbaukunst sowie seine berühmt gewordenen Appelle zur Abschaffung der Atom- und Wasserstoffbomben.

Neben Günsbach im Elsaß besitzt Zürich nun die wichtigsten Nachlaßschriften Schweitzers, welche in nächster Zeit aufgearbeitet werden sollen.

— *Postulat der Gemeinderäte Gustav Huonker und Karl Kloter, dem Zürcher Stadtrat eingereicht am 24. November 1971*: Die UNESCO hat das Jahr 1972 zum «internationalen Jahr des Buches» erklärt und es unter das Motto «Bücher für alle» gestellt. Der Stadtrat wird in diesem Zusammenhang eingeladen zu prüfen, wie der Buchförderung durch die Stadt Zürich 1972 ganz besondere Akzente verliehen werden können. In Frage kämen Maßnahmen wie die Übernahme einer Bibliothekspatenschaft für eine finanzschwache Gemeinde; Dichterlesungen während der Jugendbuchwoche vom 18.—25. November 1972 in städtischen Volksschulklassen und die Gratisabgabe des vom Schweizerischen Bund für Jugendliteratur vorgesehenen Sammelbandes über alle mit der Entstehung und Verbreitung des Buches zusammenhängenden Berufe an die Schülerschaft der Oberstufe. Ferner möge der Stadtrat prüfen, ob nicht die geplante Umstellung der Schulbibliotheken auf Freihandsystem so vorangetrieben werden kann, daß 1972 ein paar repräsentative und begleitende Freihandbibliotheken in städtischen Schulhäusern eröffnet werden können.

Ausland

XXI Congresso dell'Associazione Italiana Biblioteche (A.I.B.)

Perugia, 25—30 maggio 1971

Rapporto del Dr. *Remo Bornatico*, direttore della biblioteca cantonale Coira

Invito in Umbria

Assai gradito l'invito dell'illustre presidente dell'Associazione Bibliotecari Svizzeri (A.B.S.), dr. J.-P. Clavel, di partecipare quale ospite al XXI congresso dell'A.I.B. Questo ebbe luogo non solo a Perugia, ma direi nell'Umbria verde e rossa (la politica non c'entra!), ricca d'imponenti monumenti storici ed artistici. Infatti più di 200 congressisti ebbero il piacere di visitare anche Spello, Bevagna e Montefalco.

La cittadina di Spello, fiera dell'editto di Costantino in suo favore e delle sue opere d'arte (celebre la Cappella Baglioni, affrescata dal Pinturicchio), accolse cordialmente i bibliotecari, dapprima tramite un gruppo di simpatici ciceroni — maschili e femminili — della Sucola media, poi, davvero signorilmente, tramite l'on. sindaco, nel palazzo comunale del XIII secolo.

Montefalco è detto la «ringhiera dell'Umbria» per il vastissimo panorama che si gode dalle sue terrazze. L'on. sindaco, bibliotecario e archivista, si dimostrò anche ottimo conoscitore dei numerosi monumenti artistici nel suo comune. La scelta colazione, generosamente offerta dall'Azienda Autonoma Turismo di Perugia, confermò la buona fama dell'arte culinaria italiana.

Il congresso vero e proprio si svolse nella capitale della regione umbra, a Perugia, situata su alcune colline, da cui si gode un panorama incantevole. Il cuore di questa città etrusca, romanica, medievale e rinascimentale è il pianoro del Corso Vannucci, dove a certe ore della giornata la gente si dà convegno per passeggiare e conversare. Numerosi sono gli studenti delle scuole medie e delle università (Università degli studi, Università per stranieri), che giunti a Piazza Italia assieme

con la bella vista si godono quale bacio Perugina — non sempre di cioccolata. (Gl'interessati ebbero l'occasione di visitare i noti Stabilimenti Perugina.) Tornando a bomba: le esemblemie plenarie si svolsero nella Sala dei notari del grandioso Palazzo dei priori (degnò di accompognarsi alla cattedrale di San Lorenzo), le riunioni separate dei gruppi di lavoro in diverse aule della Biblioteca Augusta, un accogliente palazzo antico, ben adibito a sede funzionale della biblioteca comunale, regionale e universitaria.

Benvenuti e rinfreschi

Inaugurato il congresso, l'illustre presidente dell'A.I.B., dr. Renato Pagetti, direttore delle biblioteche comunali di Milano, diede la parola all'on. dr. Mario Caraffini, sindaco di Perugia. Questi porse il saluto augurale della sua città, ricordò il quinto centenario dell'introduzione dell'arte tipografica a Perugia e rilevò l'importanza della stampa e della biblioteca per la conservazione e diffusione della cultura, auspicando una presa di coscienza più chiara e profonda — a tutti i livelli — di questo fatto reale. Insostituibile resta il ruolo delle biblioteche per la tutela e la valorizzazione dei beni culturali e sociali. La cultura è espressione della personalità e serve agli ideali e interessi della comunità. Altre piacevoli parole di benvenuto pronunciarono i portavoce del Governo italiano, della Giunta regionale, degli Assessori per le biblioteche e la direttrice della Biblioteca Augusta. Antiche aspirazioni e esigenze moderne pretendono che i problemi umani siano sempre agitati, approfonditi, ridimensionati a tutti i livelli e in tutte le sedi. Negli ambienti bibliotecari italiani un problema predomina attualmente: quello dei rapporti fra lo Stato e le Regioni. Il relativo dialogo è in corso e con le necessarie premesse di coordinamento e di collaborazione si potrà giungere a conclusioni soddisfacenti. Il libro deve contribuire a rendere migliore la società, a modificarla in senso costruttivo. Occorre sensibilizzare il pubblico allo scopo e al valore delle biblioteche, le quali dal canto loro devono poter garantire la piena funzionalità dell'istituzione, offrendo le possibilità d'informazione, di formazione, di continuo aggiornamento culturale per giovani e adulti. L'educazione permanente di piccoli e grandi, l'evoluzione della società non sono utopie. Precisando gli scopi istituzionali e le mete da raggiungere, puntualizzando meglio i valori culturali e superando falsi settorialismi e verticismi si opera efficacemente in favore del progresso, che — aggiunge il cronista — dovrebbe essere quello della libertà nell'ordine e della pace nella giustizia.

Successivamente i congressisti furono ricevuti dall'on. sindaco, nella Sala della cannoniera a Rocca Paolina — di carducciana memoria. E questo fu il primo dei diversi e generosi rinfreschi, tanto ospitalmente offerti quanto elegantemente serviti ai partecipanti.

Relazioni e documenti

La chiara relazione del presidente dr. Pagetti illustrò l'attività svolta nell'anno sociale in questione, conformemente agli impegni programmati e assunti, tra cui figurava il perfezionamento dell'organizzazione interna, con il recupero di ex-soci e l'ammissione di nuovi, con la successiva incorporazione nei singoli gruppi di lavoro. Questi sono:

- Biblioteche nazionali
- Biblioteche universitarie
- Biblioteche pubbliche (di pubblica lettura), con sezioni per ragazzi, ospedaliere, ciechi, carcerati ecc.
- Biblioteche speciali (mediche, delle arti dello spettacolo, parlamentari e amministrative ecc.)
- Unificazione delle regole di catalogazione
- Cataloghi collettivi e prestito internazionale
- Scambi di pubblicazioni
- Periodici e pubblicazioni in serie
- Fondi e documenti antichi e preziosi
- Formazione professionale
- Edilizia delle biblioteche
- Bibliografia e documentazione, con sezioni per statistica, reprografia e meccanizzazione.
- Teoria e ricerca biblioteconomica.

Tra l'altro l'on. presidente accennò anche ai laboriosi preliminari per la stesura degli avamprogetti dei documenti da discutere e approvare a mano delle autorità competenti. Quelli fondamentali sono:

1. Istituzione dell'elenco degli abilitati alla professione di bibliotecario, rispettivamente di assistente di biblioteca. (Elenco)
2. Dichiarazione dei bibliotecari sui rapporti tra stato e Regione in materia di biblioteche. (Dichiarazione) Conseguentemente Principi ed idee per uno schema di legge regionale per le biblioteche degli Enti locali.
3. La politica per le biblioteche in Italia.

1. Elenco

Le proposte di una ristrutturazione della formazione professionale e dell'unità operativa per i servizi bibliotecari si sono concretate nel documento che postula l'istituzione dell'elenco dei bibliotecari. (Non è possibile denominarlo «albo dei bibliotecari», altrimenti i colleghi che sono impiegati statali non potrebbero esservi ammessi.)

L'istituendo elenco, che dovrebbe ottenere validità legale, fissa premesse, condizioni, doveri e diritti

- a) *dei bibliotecari*, cioè dei laureati in possesso del diploma della Scuola speciale per archivisti e bibliotecari presso l'università di Roma;
- b) *degli assistenti di biblioteca*, cioè dei diplomati della Scuola media superiore in possesso del certificato di preparazione per gli uffici e i servizi delle biblioteche popolari e scolastiche.

Ovviamente sono previsti esami teorici e pratici speciali per l'ammissione in una delle due sezioni, risp. per la promozione da assistente di biblioteca a bibliotecario.

2. Dichiarazione

Questa si riferisce all'articolo 117 della Costituzione, che conferisce alle Regioni la potestà legislativa in materia di biblioteche degli Enti locali. L'A.I.B. ri-

tiene che le Regioni e lo Stato debbano occuparsi delle biblioteche, dando vita «ad un vero e proprio sistema bibliotecario nazionale, unitario e articolato, che:

- a) assicuri la salvaguardia e la valorizzazione dei preziosi documenti della nostra cultura;
- b) costituisca la necessaria struttura portante della ricerca scientifica e degli alti studi;
- c) assicuri a tutti i cittadini, su tutto il territorio, a tutti i livelli di cultura, la possibilità di disporre di un'attrezzatura culturale polivalente qual è appunto la «biblioteca pubblica — centro culturale».

Le biblioteche degli Enti locali e quelle statali devono coordinarsi e completarsi a vicenda, rispettando le giustificate esigenze dell'autonomia comunale, provinciale e regionale, usufruendo di un impiego proficuo delle risorse nazionali nell'interesse di tutta la comunità nazionale.»

Parallelamente va provveduto a preparare bibliotecari-animatori culturali, capaci di parificarsi ai livelli europei, e bibliotecari-documentaristi, degni della tradizione italiana. Allo scopo di facilitare il compito al legislatore è stato elaborato il documento intitolato: Principi ed idee per uno schema di legge regionale per le biblioteche degli Enti locali.

3. La politica per le biblioteche in Italia

Questo tema fondamentale del congresso costituisce un esauriente tentativo d'impostare e di esaminare globalmente la problematica delle biblioteche italiane. Esso è stato studiato e vagliato attentamente dal Consiglio direttivo, poi steso e presentato egregiamente dal dr. Giorgio de Gregori, direttore della Biblioteca della Corte costituzionale e segretario dell'A.I.B. Si tratta di un vasto e profondo ragguaglio collegiale, incitante alla serena discussione e alla ricerca di più idonee soluzioni dei problemi bibliotecari, da presentare in forma di valido documento «al paese e per esso alle autorità investite di competenza legislativa, gestionale e organizzativa del servizio bibliotecario italiano.»

La scelta tematica è stata suggerita dal «momento particolarmente evolutivo degli ordinamenti politici, amministrativi e culturali del Paese.» Con la riforma dell'Università e della Scuola media si ripropongono il problema delle biblioteche universitarie e quello dell'istituzione di scuole di preparazione dei bibliotecari a livello universitario, medio e scolastico. Quotidianamente il lavoro in biblioteca si dimostra bisognoso di profonde e radicali trasformazioni, per poter far fronte «all'accrescersi, da una parte, della circolazione di libri e di tutti gli altri mezzi portatori di conoscenze e d'informazioni e, dall'altra, della massa di pubblico che ad essi vuole attingere con sicurezza, semplicità e rapidità.» L'uso di sistemi meccanografici e di elaboratori elettronici presuppone razionalizzazione delle metodologie, delle tecniche e dei servizi.»

Gli articoli costituzionali che giustamente esigono la «politica per le biblioteche» recitano:

E' compito della Repubblica rimuovere gli ostacoli di ordine economico e sociale che, limitando di fatto la libertà e la eguaglianza dei cittadini, impediscono il pieno sviluppo della persona umana e l'effettiva partecipazione di tutti i lavoratori all'organizzazione politica, economica e sociale del paese.» (Art. 3)

«La Repubblica promuove lo sviluppo della cultura e la ricerca scientifica e tecnica.

Tutela il paesaggio e il patrimonio storico e artistico della Nazione.» (Art. 9)

«I capaci e meritevoli, anche se privi di mezzi, hanno diritto di raggiungere i gradi più alti degli studi.» (Art. 34)

«La politica per la cultura», inclusa quella per le biblioteche, è dunque programmata nientemeno che nella Costituzione.

E le biblioteche «devono servire:

1. a conservare il patrimonio storico e artistico di cui sono depositarie;
2. a contribuire, attraverso la valorizzazione e l'uso di esso, allo sviluppo della cultura e della ricerca scientifica e tecnica;
3. a contribuire, in collaborazione con tutte le altre istituzioni culturali al «pieno sviluppo della persona umana» e far sì che tutti i cittadini possano raggiungere «i più alti gradi degli studi.»

La deludente situazione bibliotecaria attuale deriva dal fatto che la relativa legislazione ha avuto l'unico deplorabile risultato di disperdere in mille inutili rivoli il pubblico denaro. Perciò l'A.I.B. deve e vuole aprire un colloquio con le autorità competenti, a cui spetta di fare «la politica per le biblioteche»; l'A.I.B. offre alle autorità la sua ampia e leale disponibilità. Sta di fatto che, trattando problemi bibliotecari, sarebbe illogico e antidemocratico voler ignorare o sottovalutare il parere dell'A.I.B.

Occorre creare un sistema bibliotecario «dal quale non resti fuori nessun tipo di istituto o di servizio», di conseguenza neppure il servizio delle biblioteche pubbliche (o di pubblica lettura). Esso dovrebbe basare sui seguenti principi:

1. La gestione di un servizio, che deve raggiungere capillarmente e indistintamente tutti i cittadini, non può essere di competenza dello Stato, ma, come avviene in tutti i Paesi che sono riusciti a darsi una valida struttura di biblioteche pubbliche, spetta all'Ente territoriale minimo, il Comune.
2. Il grande numero di piccoli Comuni esistenti in Italia impedisce che ovunque sia presente una biblioteca, fissa ed autonoma: gli abitanti, invece, di qualsiasi, pur isolata e minima comunità, potranno fruire di un servizio imperniato su sistemi comprensoriali, alla cui organizzazione e funzionamento i Comuni stessi possono consorzarsi, con il concorso delle Province, delle Regioni e attraverso questa dello Stato.

Riassumendo, ecco le linee essenziali della politica per le biblioteche, che potranno servire da guida alla discussione:

1. «Un sistema bibliotecario nazionale deve:
 - a) assicurare la conservazione del patrimonio librario di proprietà pubblica e, quando sia raro e di pregio, anche di proprietà privata;
 - b) poiché la conservazione non può essere fine a se stessa, quel patrimonio deve essere organizzato in modo da servire, da una parte, le esigenze di ricerca e di studio, dall'altra quelle di sviluppo della cultura di tutti i cittadini (o di educazione permanente, come si dice oggi).
2. Per raggiungere tali obiettivi un sistema bibliotecario deve agire su due direttrici, l'una di ambito nazionale, l'altra di ambito regionale, locale o istituzionale, richiedendo una divisione di compiti legislativi e gestionali tra due diverse autorità, lo Stato e le Regioni, Pertanto:

- a) Lo Stato dovrebbe abdicare a funzioni gestionali dirette di strutture che, per la loro stessa natura, non possono servire interessi generali e nazionali, e concentrare le sue possibilità di finanziamento e di amministrazione a potenziare nel dovuto dei modi servizi che siano veramente di interesse nazionale e che oggi, con i legami internazionali che si vanno sempre più stringendo, sono addirittura, in qualche caso, di interesse sopra nazionale. Come, ad es., il servizio bibliografico, d'informazione e documentazione, o quello degli scambi internazionali ecc., tutti finora inefficientissimi. Lo Stato, pertanto, dovrebbe trasferire alle Regioni la proprietà e la gestione di molte biblioteche statali, alle università quella delle biblioteche universitarie e operare al tempo stesso la cessazione di servizi che non possono risultare più attuali neppure in ambito regionale, locale o istituzionale. Di contro dovrebbe essere accentuato e ampliato il potere dello Stato, a livello di tutela del patrimonio e di coordinamento e direzione tecnica di tutte le strutture bibliotecarie esistenti nell'ambito di organi e istituzioni statali e parastatali, centrali e periferici; e ad esso dovrebbero essere conservate funzioni di carattere tecnico nei confronti del servizio di pubblica lettura, al quale, nel suo complesso, non può disconoscersi un interesse generale e nazionale.
- b) Alle Regioni dovrebbe spettare, invece, il compito d'impostare e condurre la politica bibliotecaria regionale, dalla quale non dovrebbero restare avulse tutte le strutture esistenti nel territorio, pur se appartenenti ad organi e istituzioni statali e da questi gestite: e ciò, naturalmente, nel quadro di quella politica bibliotecaria generale che non dovrà mai essere considerata come un'imposizione dei poteri centrali dello Stato, ma come l'espressione delle esigenze reali del Paese al cui soddisfacimento devono concordemente collaborare tutte le autorità investite di competenze in materia.
3. Questa collaborazione sarà quanto mai necessaria a riordinare il settore del personale da adibire ai servizi del sistema bibliotecario italiano: anche l'istituzione dei ruoli specifici in ogni singolo istituto o servizio, l'istituzione dell'albo od elenco degli abilitati alla professione, l'istituzione delle scuole professionali, rientrano nelle competenze varie di entrambe quelle autorità.»

Indispensabile è la massima collaborazione tra gli organi dello Stato e quelli delle Regioni, per assicurare un'equa ed equilibrata programmazione nazionale, parità di trattamento d'ogni comunità, servizi bibliotecari capaci ed efficienti dai punti di vista culturale, sociale ed economico.

Ascoltata con grande attenzione e discussa con vivacità, apportandovi qualche irrilevante modificazione, anche questa relazione (come gli altri documenti) fu approvata a larghissima maggioranza.

Essa serve ad illuminare l'opinione pubblica, ma è destinata, anzitutto, agli ambienti «nei quali si fanno e si disfanno le sorti della ,Cosa pubblica'».

Per concludere ricordiamo la proiezione della pellicola «Italia in biblioteca», che mette in evidenza il grande valore di questa istituzione per l'educazione di base e degli adulti di tutte le comunità.

Personalmente e anche nel nome dell'A.B.S. porgo i migliori ringraziamenti e i più cordiali saluti augurali agli egregi e cari colleghi d'Italia.